

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

2 OCTOBRE 2023

Cesare VITALI
Responsable ISR

La BCE appelle à une transition énergétique accélérée

En septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a publié les résultats de son deuxième test de résistance ("stress test") sur les risques climatiques, effectué sur le secteur financier.

A travers cette publication, la BCE a voulu mettre en lumière les problématiques financières liées à la transition énergétique qui pourraient s'abattre sur l'économie européenne si les enjeux climatiques n'étaient pas pris en compte par les politiques publiques dès à présent.

La principale conclusion de ce rapport est que la transition vers une économie bas carbone coûtera cher aux entreprises, aux ménages et aux banques, et que plus elle sera retardée, plus elle mettra en danger l'économie et le système financier. Selon la BCE, une transition rapide est ainsi le moyen le plus efficace de préserver l'économie européenne.

Pour ce deuxième test, la BCE a appliqué une nouvelle méthodologie qui a couvert les impacts des risques climatiques sur les banques, et aussi sur les sociétés et les ménages. A travers ce test, la BCE ne s'est pas limitée à évaluer l'impact du changement climatique sur la solvabilité des banques, comme dans le précédent exercice effectué en 2021. Elle a voulu surtout analyser les conséquences pour l'économie dans son ensemble de la vitesse à laquelle la transition sera réalisée. L'analyse a été fondée sur trois différents scénarios de transition énergétique portant sur la période 2023 - 2030.

• **Scénario 1** - Une « transition accélérée » qui débiterait en 2023 et qui permettrait de tenir les engagements visant à limiter le réchauffement à 1,5°, à travers des investissements qui doubleraient d'ici à trois ans, s'élevant à un total de 3 200 milliards d'euros d'ici à 2030.

• **Scénario 2** - Une « transition tardive », qui prévoit une certaine immobilité des politiques climatiques jusqu'à 2025 puis une transition énergétique.

• **Scénario 3** - Une « transition en retard », qui ne débiterait réellement qu'en 2026.

Les résultats de l'analyse sont emblématiques : la transition rapide (1er scénario) coûte cher au début. Elle permet cependant d'atteindre les objectifs de réchauffement

climatique et limite les risques sur la stabilité du système financier. La Banque centrale européenne estime notamment que les investissements nécessaires pour la transition énergétique seront rentabilisés plus rapidement s'ils sont massifs.

Dans le troisième scénario la transition climatique coûterait très cher aux banques européennes, surtout aux grands établissements : 21 milliards d'euros par an en 2029.

Avec le deuxième scénario, ces pertes culmineraient à 13 milliards d'euros par an en 2026.

Le premier scénario, le plus optimiste, estime des pertes pour 6,6 milliards d'euros par an d'ici à 2030. En synthèse : plus la transition sera lente, plus elle sera coûteuse.

Les stress tests concluent que dans tous les scénarios, même le plus optimiste, l'économie va souffrir de l'impact climatique, que les entreprises vont perdre en profitabilité et que les banques vont essayer des pertes. Cependant, selon le premier scénario de la BCE, la neutralité carbone pourrait être complètement atteignable d'ici 2050.

Le troisième scénario est bien évidemment le plus dangereux ; il prévoit une augmentation de la température de +2,5°C à la fin du siècle (contre +1,5°C pour le premier scénario) avec une forte hausse des risques physiques et une baisse conséquente de la rentabilité des sociétés. Les conséquences de ce scénario auront aussi un impact sur les ménages, du fait notamment d'une hausse de l'inflation et de l'augmentation du coût de l'énergie. Le pouvoir d'achat des ménages serait très durement touché et ils pourraient, tout comme les entreprises, avoir des difficultés à rembourser leurs crédits.

Pour toutes ces raisons, le vice-président de la BCE, Luis de Guindos, a incité les Etats, les entreprises et le secteur financier à redoubler leurs efforts dans la lutte contre le réchauffement climatique.

De plus, la BCE appelle les banques à la vigilance concernant leur taux de provision. Elle leur préconise également de privilégier les placements verts.

ecofi Actifs pour le futur

#ISR

“

LE PREMIER SCÉNARIO, LE PLUS OPTIMISTE, ESTIME DES PERTES POUR 6,6 MILLIARDS D'EUROS PAR AN D'ICI À 2030.


EN SYNTHÈSE : PLUS LA TRANSITION SERA LENTE, PLUS ELLE SERA COÛTEUSE.”

[POINT ECO by ECOFI]

C'est demain mardi 3 octobre à 18h !

Florent Wabont sera demain au micro de Jean-François Filiatre pour faire un point sur l'économie autour de 3 points clés :

- Quoi de neuf ?
- Récession et inflation ?
- Volatilité des agrégats économiques

A voir en direct sur "Et + encore" 



Identifiant unique REP
Papiers n°FR308133_03SANF

Le présent document est fourni par Ecofi, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 97-004, société anonyme immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 999 990 369. Siège social : 12 boulevard de Pesaro / CS 10002 92024 Nanterre Cedex